

4 mars 2020

(20-1719)

Page: 1/5

**Comité des subventions et des  
mesures compensatoires**

Original: anglais

## **SUBVENTIONS**

### **NOTIFICATION FINALE EN MATIÈRE DE TRANSPARENCE (POUR 2015) CONFORMÉMENT AUX PROCÉDURES ÉNONCÉES DANS LA DÉCISION DU CONSEIL GÉNÉRAL REPRODUITE DANS LE DOCUMENT WT/L/691 CONCERNANT LES PROROGATIONS AU TITRE DE L'ARTICLE 27.4 DE L'ACCORD SMC DE LA PÉRIODE DE TRANSITION POUR L'ÉLIMINATION DES SUBVENTIONS À L'EXPORTATION**

JORDANIE

*Révision*

La communication ci-après, datée du 13 janvier 2020, est distribuée à la demande de la délégation de la Jordanie.<sup>1</sup>

---

Le gouvernement jordanien présente, conformément à l'article XVI:1 du GATT et à l'article 25 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires, sa "Nouvelle notification complète" pour l'année 2018.

Cette notification finale est aussi présentée à des fins de transparence dans le contexte des prorogations accordées à la Jordanie au titre de l'article 27.4 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires, conformément aux procédures énoncées dans le document WT/L/691 et à la demande figurant dans le document G/C/W/705/Rev.2. Elle permet également de fournir des renseignements à jour sur les progrès accomplis s'agissant du respect de l'obligation en question.

1. Titre du programme de subventions

Exonération totale ou partielle de l'impôt sur le revenu pour les bénéfices tirés de certaines exportations.

2. Période sur laquelle porte la notification

La période considérée est l'année 2018.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Ce programme de subventions à l'exportation a été mis en place essentiellement pour compenser les effets négatifs de la guerre du Golfe de 1991 et la perte du principal partenaire commercial de la Jordanie, à savoir l'Iraq. Il visait à stimuler les exportations. L'augmentation notable des prix du pétrole en 2008 et leurs fluctuations persistantes par la suite ont gravement affecté les exportations de la Jordanie, qui ont également subi les conséquences négatives de la crise financière mondiale.

Les événements d'envergure régionale et internationale survenus de manière incessante dans la plupart des États arabes voisins ont entraîné dans ces pays une instabilité en termes de transformations politiques, économiques et sociales. L'économie jordanienne, plus encore que

---

<sup>1</sup> La présente notification a aussi été distribuée sous la cote G/SCM/N/343/JOR (20 janvier 2020).

d'autres économies de la région, a été fortement influencée par ces événements régionaux ainsi que par l'arrivée de nombreux habitants des régions voisines du Royaume depuis 2010. La Jordanie a accueilli plusieurs vagues de réfugiés en provenance des pays voisins, principalement l'Iraq et la Syrie, ce qui a eu un impact négatif sur le budget national et l'infrastructure. Les Syriens qui résident dans le pays, y compris les réfugiés, sont plus de 1,4 million. Cette charge pèse lourdement sur l'infrastructure et sur les secteurs de l'éducation, de la santé, de l'eau et de l'alimentation, entre autres. La main-d'œuvre syrienne est également très présente sur le marché du travail traditionnellement réservé aux Jordaniens, qui voient ainsi leurs possibilités d'emploi se réduire.

La perturbation de l'approvisionnement en gaz égyptien, utilisé par l'industrie et pour la production d'énergie, a eu de très graves répercussions sur l'ensemble de l'économie jordanienne. Le déficit commercial de la Jordanie a enregistré une hausse sans précédent en raison de l'augmentation de la facture des importations d'énergie en provenance des marchés mondiaux. De même, l'instabilité de la région, due à la situation politique de nombreux pays arabes, a eu de graves conséquences sur les résultats commerciaux de la Jordanie et a entraîné une chute des exportations du pays, la fermeture et la perte de ses marchés d'exportation traditionnels (Syrie et Iraq principalement), ainsi que la perte d'autres marchés importants.

#### 4. Fondement et législation

##### a. Fondement

Le programme, instauré en 1995, prévoit l'exonération des bénéfices provenant d'activités d'exportation afin de compenser les effets préjudiciables des facteurs économiques et sociaux qui ont affecté la Jordanie du fait de l'ouverture de son économie, compte tenu de la situation politique évoquée ci-dessus. Parmi les entreprises industrielles exportatrices de la Jordanie, qui sont de petite taille, 98% ont des difficultés à trouver des débouchés, ce qui les empêche de réaliser des économies d'échelle et donc accroît leurs coûts de production, limitant ainsi leur compétitivité sur les marchés mondiaux.

##### b. Autorité compétente

Service de l'impôt sur le revenu/Ministère des finances.

##### c. Législation

La législation mise en œuvre est la Loi n° 34 de 2014 relative à l'impôt sur le revenu portant modification de la Loi n° 28 de 2009 relative à l'impôt sur le revenu, dans laquelle figurait l'article ci-après concernant le programme de subventions.

L'article 4 e) de la Loi concerne l'exonération de l'impôt sur le revenu et dispose ce qui suit:

"Certains types d'exportations de marchandises et de services d'origine locale en provenance du Royaume peuvent faire l'objet d'une exonération totale ou partielle de l'impôt, à condition que le fondement de l'exonération, les types de marchandises et de services visés par l'exonération et le taux et la durée de l'exonération soient déterminés conformément à un règlement adopté à cette fin."

#### 5. Forme de la subvention (don, prêt, avantage fiscal, etc.)

Avantage fiscal.

#### 6. À qui et comment la subvention est accordée (indiquer si elle est accordée aux producteurs, aux exportateurs ou à d'autres personnes; par quel mécanisme; s'il s'agit d'une somme fixe par unité ou d'une somme variable; dans ce dernier cas, indiquer comment elle est déterminée)

##### a. À qui et comment la subvention est accordée

Outre les entreprises nationales d'exportation spécialisées dans l'exportation de marchandises et de produits locaux, les entreprises industrielles nationales ont le droit de bénéficier de ce programme. L'exonération est accordée aux entreprises qui présentent au service de l'impôt sur le revenu des documents officiels indiquant leurs activités d'exportation.

b. Montant

Le montant de l'exonération est déterminé en fonction du pourcentage des bénéfices nets provenant des activités d'exportation. L'impôt sur le revenu qui serait payé normalement par les sociétés en l'absence du programme représente en moyenne 15% ou moins des bénéfices provenant de toutes leurs activités, quelle que soit la nature de leurs ventes.

7. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention (avec indication, si possible, du montant unitaire moyen de la subvention de l'année précédente). Dans les cas où il n'est pas possible de fournir des renseignements sur le montant unitaire de la subvention (pour l'année sur laquelle porte la notification, pour l'année précédente, ou pour les deux), donner une explication circonstanciée

L'impôt sur le revenu qui serait payé normalement par les sociétés en l'absence du programme représente en moyenne 15% ou moins des bénéfices provenant de toutes leurs activités, quelle que soit la nature de leurs ventes et, en conséquence, le montant unitaire de la subvention est de 1,5% ou moins par dinar jordanien.

8. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention, y compris la date de son institution/de sa mise en application

Ce programme est en vigueur depuis 1995.

9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce. La nature spécifique de ces données et le cadre statistique sont laissés à l'appréciation du Membre auteur de la notification. Cependant, dans la mesure du possible, et pour autant que cela sera pertinent et/ou déterminable, il est souhaitable que ces renseignements comprennent des statistiques de la production, de la consommation, des importations et des exportations du (des) produit(s) ou du (des) secteur(s) subventionnés

Effets sur le commerce

En 2018, la valeur des exportations ouvrant droit à l'exonération a été de 6 167 162 041 dollars EU, tandis que la valeur calculée approximative de l'exonération a été de 92 507 431 dollars EU. Le montant total de l'exonération implique que le dégrèvement de l'impôt sur le revenu n'a encore qu'un effet minime sur le commerce extérieur de la Jordanie et, si l'on considère que celle-ci est un pays en développement dont la part dans le commerce mondial d'exportation ne dépasse pas 0,10%, il est clair que le commerce international ne subit aucun effet préjudiciable du fait du programme de subventions.

- a. pour les trois années les plus récentes pour lesquelles il existe des statistiques;
- b. pour une année représentative antérieure qui, autant que possible, et si cette période est caractéristique, devrait être l'année précédant immédiatement l'institution de la subvention ou la dernière modification importante de cette mesure.

**Tableau 1: Dégrèvement de l'impôt sur le revenu par chapitre du SH, en \$EU pour l'année 2018**

Dégrèvement de l'impôt sur le revenu en \$EU	Valeur totale des exportations en \$EU	Valeur totale des exportations bénéficiant de ce programme en \$EU	Dégrèvement de l'impôt sur le revenu en \$EU
2017	6,3 milliards	3 765 378 043	67 776 805
2016	6,2 milliards	4 737 484 249	71 062 264
2015	7 milliards	6 316 243 360	93 409 232

Valeur totale des exportations: 6,6 milliards de dollars EU.

Valeur totale des exportations bénéficiant de ce programme: 6 167 162 041 dollars EU.

Dégrèvement de l'impôt sur le revenu: 92 507 431 dollars EU.

Chapitres	VALEUR DES EXPORTATIONS EN \$	Dégrèvement de l'impôt sur le revenu
<b>17 à 19</b>	93 532 775	1 402 992
<b>21 à 24</b>	1 006 594 238	15 098 914
<b>26 à 30</b>	1 190 374 662	17 855 620
<b>32 à 38</b>	324 894 577	4 873 419
<b>39 et 40</b>	261 385 301	3 920 780
<b>41 à 43</b>	5 357 428	80 361
<b>44 à 46</b>	9 407 190	141 108
<b>47 à 49</b>	161 993 224	2 429 898
<b>50 à 52</b>	968 377	14 526
<b>54 à 63</b>	1 795 877 610	26 938 164
<b>64 à 67</b>	2 980 968	44 715
<b>68 à 70</b>	172 408 189	2 586 123
<b>71</b>	134 263 856	2 013 958
<b>72 à 83</b>	533 725 496	8 005 882
<b>84 et 85</b>	348 741 920	5 231 129
<b>86 à 89</b>	11 361 558	170 423
<b>90 et 91</b>	52 319 024	784 785
<b>94 à 96</b>	60 975 648	914 635
<b>Total</b>	6 167 162 041	92 507 431

Mesures adoptées ou en cours d'adoption:

Par référence au projet de décision sur la dérogation concernant les prorogations, prévues à l'article 27.4 et 27.2 b) de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires, de la période de transition pour l'élimination des subventions à l'exportation de la Jordanie, figurant dans le document G/C/W/705/Rev.2, et compte tenu des engagements pris par la Jordanie de garantir au Conseil une transparence totale, le gouvernement jordanien souhaite notifier à ce dernier ses activités et les progrès effectués en ce qui concerne l'élaboration du programme de remplacement conforme aux règles de l'OMC:

1. Un comité national a été établi; il est présidé par le Secrétaire général du Ministère de l'industrie, du commerce et de l'approvisionnement et se compose des hauts fonctionnaires d'entités connexes du secteur public et du secteur privé. Il a pour rôle de veiller à la mise en œuvre du plan d'action dans les délais prévus et d'élaborer les cadres technique et juridique nécessaires pour le nouveau programme de subventions, en coopération avec tout un ensemble de parties prenantes.
2. Plusieurs nouveaux programmes de subvention ont été élaborés avec l'assistance technique de l'USAID et ont fait l'objet d'un examen minutieux visant à retenir le meilleur d'entre eux.
3. Un expert en droit et en économie a été désigné pour apporter son concours à la mise en œuvre du projet. Sa première visite du 18 au 23 décembre 2015 a constitué le début du projet de subventions de l'OMC/USAID/JCP. Sa deuxième visite a eu lieu du 23 au 27 avril 2016 et sa troisième les 5 et 6 avril 2017.
4. S'agissant de l'étape législative, une nouvelle Loi relative à l'impôt sur le revenu a été adoptée, à savoir la Loi n° 38 de 2018 relative à l'impôt sur le revenu, afin d'assurer la compatibilité avec les éléments de l'Accord SMC. L'article 3) a) 4) de cette nouvelle loi dispose explicitement ce qui suit:

Tout revenu versé dans le Royaume ou provenant du Royaume perçu par toute personne, quel que soit le lieu d'exécution, est assujéti à l'impôt, y compris: le revenu tiré de la vente de marchandises.

1. Le nouveau programme de subventions instauré en vertu de la Loi n° 38 de 2018 relative à l'impôt sur le revenu n'a aucun lien avec les activités d'exportation et sera mis en œuvre à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019, dès la publication du règlement le régissant. Il sera alors notifié chaque année, conformément à l'article 25 de l'Accord SMC.
2. L'actuel programme jordanien de subventions à l'exportation a pris fin le 31 décembre 2018, à la fin de la période de transition pour l'élimination des subventions à l'exportation de la Jordanie (document G/C/W/705/Rev.2) et conformément à l'article 3) du Règlement n° 106

de 2016 sur l'impôt sur le revenu, qui portait sur l'"Exonération de l'impôt sur les revenus tirés des exportations de marchandises et de services" et disposait que les revenus tirés de l'exportation de marchandises d'origine locale étaient totalement exonérés de l'impôt sur le revenu jusqu'au 31 décembre 2018.

---